L'économie française : fin de sciècle. Nouvelle économie française ou parenthèse dans un long déclin ?

Eric Duquesnoy
Professeur d'Histoire et Géographie économiques à IPESUP (Paris).

L'économie française se situe à nouveau dans la dynamique de la croissance. Le choc pétrolier du début de l'automne s'est traduit par une dégradation, mais l'expansion se poursuit. Pas d'engrenage récessif comme en 1975 ou 1980, donc. 3,2% en 2000, 3% en 2001, ce rythme place la France dans la moyenne de l'Euroland. Le nouveau, c'est cette croissance longue – depuis 1997 – qui crée des emplois et inaugure une ère d'optimisme retrouvé.

A l'heure où la France se donne des airs de vainqueur, une nouvelle carte de l'économie se dessine. Mais la société et la politique s'inscrivent dans un autre cycle long qui n'est pas nécessairement celui de l'innovation technologique.

L'économie française sort de l'ornière

De la guerre du golfe (1990-1991) au printemps 1997, l'économie française a connu les affres du doute et de la certitude du déclin, dont la seule issue aléatoire résidait dans la mise en place de l'Euro.

C'est cette mise en place qui a aggravé les conditions du long marasme des années 90, en imposant l'austérité budgétaire et relevant les taux d'intérêts au détriment de l'investissement et de la consommation. Cela a nourri la montée du chômage (avec des pointes à 12,5% de la population active) et creusé la "fracture sociale", thème dominant de la campagne présidentielle de 1995. Les rentrées fiscales trop maigres – ou amaigries par des taux de croissance trop faibles – nourrissent l'augmentation des prélèvements obligatoires, dont le plan Juppé de novembre 1995 a constitué le symbole le plus évident et le plus discuté. En 1996, le taux de prélèvement officiel flirtait avec les 46% du PIB !

Si la période 1991-1996 a constitué une phase douloureuse d'adaptation, les fondamentaux de la croissance ont été mis en place au coeur du marasme : l'accélération des privatisations, les restructurations et concentrations d'entreprises, le développement des exportations, qui tiraient déjà la maigre croissance des années 1994-95...

La période 1997-2000 rassemble tous les indices du succès.

Le cercle vicieux semble enfin brisé. Le Franc s'est fondu dans l'Euro – notre monnaie officielle depuis le 1er janvier 1999 – dans un contexte de taux d'intérêts en baisse, ce qui a donné de l'oxygène à l'économie française.

Le recul continu de l'Euro face au Dollar a dopé notre commerce extérieur et accru notre excédent commercial (excédent record de 124 mds de F en 1999).

L'économie française a pu ainsi bénéficier de l'expansion américaine continue depuis 1992 et de la constitution du grand marché euro-

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

péen. Cette double articulation explique la faible sensibilité française aux accidents des croissances asiatique et russe et caractérise la nouvelle compétitivité française : une structure d'abord assainie dans la difficulté du contexte européen, pour une compétitivité croissante sur les vrais marchés porteurs de l'Amérique du nord et de l'Europe.

La croissance – d'abord tirée par l'extérieur – a généré les profits et les investissements qui ont fini par tirer la consommation intérieure et une reprise générale des anticipations en France. Reste à savoir à quel moment le déclic de la croissance intérieure s'est produit.

Une croissance en plein régime

Un indéniable effet de rattrapage explique que les indicateurs se sont mis au vert.

Le printemps 1997 marque une rupture chronologique dans le moral des français – ménages et chefs d'entreprises – et une légère reprise s'amorce enfin il y a trois ans pour s'accélérer en 1999. Depuis le début de l'année 2000, le nombre d'optimistes dépasse celui des pessimistes, une première depuis 1987. Ainsi, les français sont de plus en plus nombreux à penser que le chômage va continuer de baisser et le pouvoir d'achat de s'améliorer. Ils sont majoritaires aujourd'hui à se dire prêts à de grosses dépenses de consommation et d'investissement.

L'effet de rattrapage n'explique pas tout – même si en France, l'économie relève beaucoup du psychologique et du politique. La croissance française signifie aussi des changements en profondeur. Ceux-ci s'effectuent dans une inflation aux environs de 2% en 2000 car l'économie française semble dissocier le changement dans la croissance et la croissance excessive des prix. Cela est en soi une nouveauté et montre que désormais la France fonctionne sur un modèle spécifique de social-démocratie high-tech et monétariste. Cet aboutissement provisoire souligne le succès de Pierre Bérégovoy et les mérites du Franc fort, mais cela constitue aussi un satisfecit pour les tenants du high-tech à la française, comme Edith Cresson et Abel Farnoux en 1991-92, et les ardents défenseurs du marché unique et de l'Euro, François Mitterrand et Jacques Delors.

La nouvelle économie française repose sur quelques caractères qui vont dans le sens d'une normalisation vertueuse de la France.

La "job machine" française fonctionne à un régime soutenu. Le terme "plein régime" reste discutable et sujet à polémique. 300 000 créations nettes d'emplois salariés en 1998, 470 000 en 1999, 500 000 en 2000, la France n'avait pas connu une telle performance depuis les années 50. La dynamique est celle de l'Etat et des emplois-jeunes (250 000 créations depuis 1997), celle des 35 heures, mais aussi celle des services privés liés à la consommation. Ainsi et par exemple, la coiffure en France fait vivre 125 000 salariés en 2000 contre seulement 99 000 trois ans plus tôt. Cette efficacité générale s'ins-

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

crit dans une compétitivité exceptionnelle de la main d'oeuvre française. Les gains de productivité en France ont été de 1,8% (moyenne annuelle 1990-1999), mais seulement de 1% aux États-Unis, de 0,9% au Japon et de 0,8% en Allemagne.

La France se situe désormais au 4e rang des pays de l'OCDE pour la productivité du travail, non loin du leader américain.

En outre, si le coût de la main d'oeuvre reste encore élevé en France, du fait d'abord du poids des charges sociales, il progresse moins vite que la moyenne européenne depuis quinze ans (+1,1% en 1999 pour l'UE contre +0,8% pour la France).

La France présente tous les critères de la compétitivité en matière d'embauche – un atout essentiel dans une économie globalisée – bien que le coût d'embauche des travailleurs les moins qualifiés reste élevé.

La nouvelle économie française s'appuie aussi sur le high-tech. La France est au deuxième rang mondial pour le nombre de scientifiques et techniciens travaillant en recherche et développement (7,1 pour 1 000 habitants au Japon, 5,4 en France, 4,3 en Allemagne et 3,6 aux États-Unis).

Le capital-risque s'y développe à grande vitesse : en 1999, ces fonds (banques, particuliers, sociétés spécialisées) qui financent le développement des *start-up* ont augmenté de 124%.

En outre les entreprises de tous les secteurs investissent. En 2000, la croissance de l'investissement est prévue à 7,2%. Une concurrence aiguë oblige les entreprises à se moderniser et à rattraper leur retard dans les nouvelles technologies qui représentent la moitié de l'effort total d'investissement. Cet effort est de moins en moins réalisé par l'autofinancement, ce qui ne constitue pas un problème tant que les taux d'intérêts restent faibles. L'investissement est d'autant plus nécessaire que le taux d'utilisation des capacités de production est remonté à son pic des années 1988-89 (88%) et que les entreprises veulent maintenir une productivité élevée dans le contexte de l'application des 35 heures. Le high-tech (internet, informatique, CFAO, numérique) est un vecteur central de croissance qui se diffuse dans les foyers. En 1994, 11,5% d'entre eux étaient équipés d'un ordinateur, 26% en 1999). Cette dynamique génère des profits dans l'ensemble de l'économie, y compris dans le secteur du commerce.

La confiance générale dans l'économie, dans les entreprises et le high-tech s'exprime **dans la redécouverte de la bourse.** Les français se sont réconciliés avec elle et comptent 5,6 millions d'actionnaires individuels. C'est moins que dans les années 1987-88 (environ 6,2 millions), mais cela traduit un renouveau des effectifs, un rajeunissement des actionnaires qui gèrent le plus souvent un vrai portefeuille d'actions (et plus seulement des privatisées) et passent leurs ordres via un courtier sur l'internet.

Cet engouement a dopé le CAC 40 entre juillet 1999 (4 382 points) et mai 2000 (6 426), avec une baisse régulière jusqu'en décembre 2000 (5 950) qui traduit les effets conjugués des difficultés des *start up* (comme la traduction d'un assainissement inévitable) et la hausse des taux d'intérêts.

En outre, la croissance permet de liquider partiellement le lourd héritage des déficits, legs des années de crise. La sécurité sociale s'oriente vers un excédent de 6 milliards de Francs en 2000 et le débat sur la "cagnotte" de février 2000 a traduit les effets positifs des rentrées fiscales. L'assainissement budgétaire est une option essentielle du pouvoir politique de gauche, avec une inclination réelle depuis 1995 (division par deux du déficit entre 1995 et 2000), et une volonté aléatoire de coupler baisse des impôts et baisse du déficit.

La géographie du changement

L'espace économique français se transforme au fur et à mesure de l'intégration du pays dans une économie globalisée.

On connaît les tendances lourdes du changement. Il s'inscrit dans une métropolisation accrue (Paris, Lyon, Lille, Toulouse) avec un pôle parisien qui réunit tous les atouts de la compétitivité spatiale (niveau de vie, marché de consommation, système de formation, atout du patrimoine, synergie entre les secteurs, relations avec l'Europe et le Monde).

Ce changement s'inscrit également dans le renforcement des périphéries, les révisions frontalières du nord et de l'est, mais aussi les littoraux de Bretagne, des Pays de Loire, du Languedoc-Roussillon et de PACA.

La France high-tech évoque à la fois le monde des technopoles, des Universités, des laboratoires de recherche et aussi des usines de montage modernisées, des usines pharmaceutiques ou agroalimentaires – ce qui aboutit à une certaine dispersion – et en même temps une logique de localisation dans les grandes agglomérations et dans les périphéries industrielles.

Au delà d'une analyse éparpillée qui pourrait relever des réussites ponctuelles liées à des réussites commerciales exceptionnelles – Toulouse et l'Airbus, Belfort et le TGV Alstom, Sochaux et Peugeot – il convient de souligner la compétitivité globale de l'espace français avec ses lignes TGV – dont la prochaine inaugurée en 2001 reliera directement Lyon à Marseille –, avec ses autoroutes (9 000 km en service, 2e densité d'Europe derrière l'Allemagne), avec ses aéroports et ses équipements futuristes (tunnel sous la Manche).

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Cette compétitivité est celle d'un patrimoine culturel et naturel qui a contribué à la réussite touristique de la France, aujourd'hui pays le plus visité du monde (67 millions de touristes en 1999). Dans ce contexte de développement des loisirs et des échanges mondiaux, l'atout touristique contribue à la dynamique générale de la nouvelle économie française.

Cette compétitivité spatiale est un mélange de données patrimoniales, de densités d'équipements modernes, mais aussi d'espaces disponibles bon marché (la France a une densité faible par rapport à celles de ses voisins belges, néerlandais, britanniques et allemands), de haut niveau de formation de la main d'oeuvre et de tradition culturelle et sociale.

Cela souligne l'idée que la nouvelle économie peut s'inscrire dans des espaces anciens et remet en question le poncif d'un pays décadent et vieillissant.

La France de l'an 2000 est intégrée dans l'économie mondiale.

La Bourse de Paris est contrôlée à 40% par des capitaux anglo-saxons. 30% des salariés de l'hexagone travaillent pour des firmes non françaises, ce qui fait de la France le pays le plus ouvert de l'OCDE.

Cette réussite française est alimentée par le flux continu des investissements directs (230 milliards de Francs en 1999 soit 39% de plus qu'en 1998), dont 25% viennent des États-Unis, 14,5% d'Allemagne, 9,6% du Royaume-Uni et 8,9% de Belgique. Les technologies de l'information, de la communication, les services tendent à supplanter les activités traditionnelles comme l'automobile et les biens d'équipement, encore qu'il ne faille pas négliger les investissements récents de Mercedes à Hambach (Moselle) et de Toyota à Valenciennes (Nord).

La logique des investissements directs ressort de l'image positive de la France, des atouts de la situation géographique et de l'action des régions et autres collectivités locales. Selon la DATAR, les 22 régions françaises ont réussi à boucler directement 44 dossiers d'investissements étrangers en 1999, ce qui devrait générer 32 000 emplois dans les années à venir.

La dynamique globale peut accroître les inégalités régionales, mais elle crée aussi une logique de concurrence spatiale qui va au delà de la centralisation traditionnelle. Avec l'idée que les régions à l'écart des grands flux d'investissement peuvent bénéficier d'une amélioration des infrastructures routières et ferroviaires (Massif Central, Pyrénées) programmée par l'État ou l'Union Européenne. En outre, l'internet peut constituer un élément de regénerescence du local rural et limiter les effets de l'enclavement. L'exploitation agricole du Gers s'ouvre au marché mondial via le Web !

Le temps du changement : quelle époque vivons-nous ?

Cette croissance n'est pas celle des Trente Glorieuses qui reste la référence absolue dans la conscience collective. Elle alliait en effet la croissance du pouvoir d'achat, le plein emploi et l'idée que l'économie française était maîtrisée par les agents économiques français, l'État, les chefs d'entreprises et les salariés français.

Or, cette croissance ne génère pas le plein emploi et ne réduit pas suffisamment l'exclusion sociale.

La France compte encore plus de 2 millions de chômeurs et plus de 30% d'entre eux sont des chômeurs de longue durée. Les RMIstes sont plus d'un million et c'est seulement depuis novembre 2000 que le Ministre de la Ville (Claude Bartelone) affirme que la reprise franchit timidement la porte des quartiers sensibles, tout cela malgré les politiques de zones franches mises en place depuis 1996 (Alain Juppé) et le *TRACE* (Trajet d'accès à l'emploi) destiné aux jeunes en déficit de formation créé par Martine Aubry en 1998.

La France connaît un taux de chômage supérieur à celui des États-Unis (4,2 %), du Japon (5%) et du Royaume Uni (4%), équivalent à celui de l'Allemagne (9,3%). Elle découvre aussi que les 2/3 des emplois créés depuis 5 ans sont des emplois précaires (CDD, intérim, temps partiel subi) qui ne correspond pas à l'idée du bon emploi hérité des trente glorieuses.

La France n'a pas réussi sa mue totale en matière d'emploi parce que la problématique est abordée avec la grille d'analyse héritée des Trente Glorieuses. Avec le souci permanent de maintenir les acquis inhérents aux CDI (contrats à durée indéterminée). Une seule mutation sensible : la politique la plus novatrice consensuelle en matière d'emploi depuis dix ans est la baisse du coût du travail non qualifié avec réduction des charges sociales, financée par l'État. C'est la seule rupture significative.

Plus généralement, les 35 heures et les emplois jeunes soulignent la préférence française pour un inter-

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

ventionnisme réglementaire de l'État dans la lutte contre le chômage. Ainsi, l'État finance directement la baisse du chômage sans prendre en considération le coût financier et administratif d'une telle politique. Qu'adviendra-t-il dans un contexte de nouvelles restructurations massives, comme dans la banque ?

La France profite de la mondialisation mais la rejette fondamentalement.

La France se veut différente. Elle est une des nations les plus ouvertes du monde développé mais elle s'accroche à la démonstration bruyante de son exception.

La révolte de José Bové illustre la force de l'anti-américanisme dans la France de l'écologie, de l'ultra-gauche et des milieux agricoles extrémistes. Elle correspond aussi aux inquiétudes globales du monde agricole face à la réduction progressive des protections héritées de la PAC, suite aux accords de Genève de 1993.

L'exception culturelle – obtenue de haute lutte en 1993 – traduit ce même sentiment de refus d'une mondialisation exclusivement profitable aux intérêts américains et à la domination culturelle des Majors hollywoodiennes. Mais cela peut faire sourire quand on voit progresser la part des films américains sur le marché français (60% en 1999) et l'empressement des firmes françaises à s'imposer dans le business de la culture aux États-Unis (Canal +, Carrolco en 1991, Vivendi-Universal en 2000), sans parler du goût pour les superproductions mondialistes américanisantes financées par les producteurs français, comme les fameux films de Luc Besson.

En France fleurit l'anti-mondialisme militant, celui d'ATTAC plutôt à gauche, comme celui du souverainisme conservateur extrêmement réticent face au premier élément du processus de mondialisation que constitue l'intégration européenne.

Ces mouvements témoignent de la volonté d'une prise de contrôle de la mondialisation par les citoyens et l'État français. Cela s'appuie sur la certitude largement répandue que la mondialisation est mauvaise pour l'économie et la société françaises, car elle remet en cause les acquis de l'histoire sociale du pays et des Trente Glorieuses. A cet égard, le mouvement anti-Juppé de 1995, l'arrivée surprise de la gauche plurielle au pouvoir en 1997, le succès d'estime dont jouit Jean-Pierre Chevénement ou les succès électoraux de l'extrême gauche trotskiste montrent que le pays n'a pas réalisé de consensus solide sur le primat de l'économie, des entreprises et du marché dans la sphère de production, ni sur la répartition possible, légitime et réaliste de profits.

Conclusion : que reste-t-il du modèle français ?

A l'heure où France Télécom s'offre le britannique Orange pour 300 milliards de Francs (mai 2000), où Renault se forge un empire mondial avec Nissan, Samsung, Dacia et Volvo Trucks (1999-2000), où EADS devient le groupe européen intégré de l'aéronautique avec la fusion Aérospatiale, Matra haute technologie, DASA (Allemagne) et CASA (Espagne), on voit bien que les fleurons de l'ex-capitalisme d'État s'inscrivent dans une logique de fusion à l'échelon européen pour une plus grande efficacité mondiale.

Entre 1998 et 1999, les investissements directs des entreprises françaises à l'étranger ont augmenté de 150%. La conquête du marché américain est devenue la priorité pour les firmes françaises, dans l'industrie comme dans les services (Carrefour, Pinault).

A l'exception de l'EDF-GDF, de la Poste, de la SNCF et d'Air France, la part de l'État dans le secteur marchand est minime, en particulier à la suite des privatisations accélérées du gouvernement Jospin (150 milliards de Francs entre 1998 et 1999). Le capitalisme français se normalise, l'après 45 semble digéré !

Il reste cependant une différence française : la société française n'a pas le pragmatisme efficace du monde anglo-saxon, elle ne se nourrit pas de concertation sociale ni de syndicalisme à la différence des capitalismes rhénan ou scandinave. En France, le taux de syndicalisation n'excède pas 7% ! La France n'a jamais vécu sur la force du consensus autour du capitalisme privé national comme au Japon.

L'originalité française tient dans une différence héritée de l'histoire où le rôle de l'État génère à la fois les forces et les faiblesses : à la fois l'État-providence, le système éducatif et les infrastructures pour les forces, et aussi le nombrilisme, le passéisme et le nationalisme pour les faiblesses qui sont attachantes et parfois étrangement décalées.

L'enjeu est d'éviter que la résistance à la mondialisation ne s'installe et ne s'institutionnalise à la faveur d'un possible renversement de conjoncture.

E. D.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021